

Questions orales

M. Bussières: Alors, si le député est intéressé à connaître ma réponse, en ce qui a trait à la première partie, c'est non. Deuxièmement, je lui dis que sa question est fondée sur une distorsion des faits, distorsion faite par son collègue à la suite d'une réponse que j'ai donnée la semaine dernière. Je l'invite donc à relire le h sard, et il obtiendra une réponse très claire à la question que son collègue a posée.

[Traduction]

CITATION D'UN ARTICLE DE JOURNAL

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur le Président, je vais citer un passage d'un article de journal écrit par M. Iain Hunter, journaliste respecté; le voici:

Un fonctionnaire de l'impôt a confirmé que dorénavant, les députés doivent invoquer la loi sur l'accès à l'information, comme les autres citoyens...

Voilà. J'espère bien que le ministre nie, sinon, il nous prive du droit, nous les députés, de le tenir responsable de son incompétence administrative.

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à la question du député. J'ai dit non, et je lui ai dit de lire la réponse...

[Français]

M. Mulroney: Répondez à la question!

M. Bussières: Monsieur le Président, le chef de l'Opposition officielle est le premier à parler de civilité à la Chambre, et il n'a même pas d'autorité sur ses parlementaires pour leur demander d'avoir au moins la décence d'écouter les réponses aux questions.

Que le chef de l'Opposition officielle démontre un peu de leadership et qu'il fasse régner la discipline dans ses rangs!

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LES ÉMISSIONS DE GAZ D'ÉCHAPPEMENT—ON DEMANDE DES NORMES PLUS RIGOUREUSES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur le Président, c'est au ministre des Transports que je m'adresse. Il sait sans doute que son voisin de banquette reçoit pr s ntement les ministres de l'environnement de différents pays européens. Le ministre pourrait-il nous dire, en cette journée qui s'y prêterait particulièrement bien, à quel moment le gouvernement entend imposer des normes plus rigoureuses pour r g r l'émission de gaz provenant des pots d'échappement des automobiles et quels modèles seront r glement s?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Sauf erreur, monsieur le Président, j'ai répondu à une question semblable la semaine dernière; j'ai dit alors qu'avant de décider quoi que ce soit, nous devons examiner très attentivement les conclusions de toute une série d'études que nous avons confiées au ministère de l'Environnement et à trois ou quatre autres ministères. Nous disposons maintenant de quatre de ces études; le ministre de l'Environnement et moi avons prié les représentants du secteur visé, ainsi que ceux des associations de protection de l'environnement, de nous communiquer leurs commentaires, de façon que nous puissions en tenir compte au moment où nous prendrons notre décision. Nous leur avons déjà fait parvenir notre invitation.

LA DATE D'APPLICATION DES NORMES PLUS RIGOUREUSES

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur le Président, la rumeur voudrait que le gouvernement ait déjà pris sa décision et que des normes plus rigoureuses aient été adoptées pour les modèles de l'année 1990. C'est au moins dans six ans d'ici. Puisque 86 p. 100 environ de toutes les automobiles que nous fabriquons au Canada sont expédiées aux  tats-Unis déjà munies des dispositifs permettant de réduire le niveau des gaz d'échappement, pourquoi le ministre ne h te-t-il pas les choses et ne fait-il pas en sorte que les nouvelles normes s'appliquent au moins aux modèles de l'année 1987? Point n'est besoin d'une longue harangue du cabinet pour savoir que c'est nécessaire si nous voulons convaincre les Américains de nous aider à enrayer les pluies acides. Pourquoi ne pas décider dès maintenant d'appliquer les nouvelles normes aux modèles de l'année 1987?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député a beaucoup trop d'expérience et de connaissance des choses de la Chambre pour fonder ses questions ou ses jugements sur des rumeurs.   mon avis, il devrait s'en tenir aux faits; or, les faits, c'est que nous avons demandé à des ministères de procéder à des études pour savoir quelles dépenses cette réglementation entraînerait. Avant de donner suite à ces études, j'estime à la fois sage et nécessaire d'obtenir l'avis de toutes les parties intéressées. Cette démarche, qui représente en fait la meilleure façon de procéder, est déjà engagée.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'APPEL DANS UN CAS DE HARCÈLEMENT SEXUEL

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice, en sa qualité de ministre responsable de la Commission canadienne des droits de la personne et de ministre chargé de conseiller les autres ministères du gouvernement sur le plan juridique. Elle concerne un cas de harcèlement sexuel, l'affaire Robichaud. Il s'agit de la première plainte pour harcèlement sexuel sur laquelle s'est prononcé un tribunal de révision de la Commission canadienne des droits de la personne, et ce tribunal a donné raison à la plaignante. Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi cette décision fait l'objet d'un appel et pourquoi son ministère a conseillé d'en appeler de la décision? Comment le ministre peut-il encourager les femmes à se plaindre quand elles font l'objet de harcèlement sexuel, si son ministère en appelle de la décision pour tenter de la faire renverser dès qu'une femme obtient gain de cause?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Monsieur le Président, j'aurais besoin de me rafraîchir la mémoire au sujet de l'affaire en cause avant de pouvoir donner une réponse complète à l'honorable représentante. Je peux cependant lui dire que nous ne nous fondons pas uniquement sur les résultats. Nous devons aussi nous intéresser au raisonnement. Nous n'interjetons évidemment pas appel dans le but de priver de sa victoire la partie qui a obtenu gain de cause. Nous étudions la question dans un contexte beaucoup plus large, en fonction de la nature des textes législatifs.